chimériques. Voici maintenant que, trois semaines à peine après cette déclaration, on annonce que, sous la pression de l'opinion publique, le ministère Asquith a décidé que les quatre "Dreadnoughts" éventuels mentionnés dans les estimés navals, durant la première partie de la session, vont être commencés avant la fin de la présente année fiscale. Cela va entraîner une dépense de \$40,000,000. Les partisans de l'économie, dans le ministère, ont dû céder aux instances du premier ministre M. Asquith et de Sir Edward Grey, qui eux-mêmes ont cru sans doute nécessaire de donner cette satisfaction à l'opinion.

Durant ces dernières semaines la question du serment royal, dont nous avons naguère entretenu nos fidèles lecteurs de la REVUE CANADIENNE, a de nouveau été agitée dans le Parlement. A la Chambre des Lords, le duc de Norfolk a demandé au gouvernement ce qu'il entend faire à ce sujet. Au nom du cabinet, lord Crewe, le ministre des colonies, a répondu que, malgré son désir de manifester sa sympathie pour les catholiques, il ne pouvait s'engager à rien, et que certainement il ne fallait pas compter sur l'initiative du gouvernement pour cette session. C'était renvoyer la question aux calendes grecques, et le duc de Norfolk a exprimé son profond regret de cette attitude et de ce langage. Par contre, M. William Redmond, le chef du parti nationaliste irlandais, a été jusqu'ici plus heureux à la Chambre des Communes. Son projet de loi ayant pour objet de modifier la déclaration royale à l'ouverture du premier parlement du règne, et de faire disparaître les dernières incapacités catholiques, avait été adopté en première lecture au mois de février, ce qui n'engageait en rien la Chambre des Communes. Le 14 mai le bill est revenu devant elle en deuxième lecture. Il comporte trois points :

1° Les catholiques seront désormais en droit d'accéder aux deux postes que l'acte d'émancipation de 1829 leur interdit; ils pourront être lord chancelier d'Angleterre et lord lieutenant d'Irlande;

2° Les ordres religieux établis en Angleterre, qui y vivent à titre précaire, seront pourvus d'un titre légal et seront autorisés à posséder;

3° Le roi, au jour du couronnement, ne répudiera plus comme